

ENVIRONNEMENT

« Nous voulons des Coquelicots » : « Finis les mots, des actes car il y a urgence ! »

Les Infos 5/102/119

Lundi soir, les membres des collectifs "Nous voulons des coquelicots" ont lu une lettre aux élus de Redon réclamant aujourd'hui des actes pour en finir avec les pesticides.

Lundi soir au 3, rue Charles-Sillard, avant que les échanges ne débute entre les élus de Redon agglomération à l'occasion du conseil communautaire, une petite dizaine de membres des collectifs "Nous voulons des coquelicots" ont lu une longue lettre argumentée demandant, en substance, la fin totale de l'utilisation des pesticides, et réclamant des actes plutôt que des paroles.

Des études depuis longtemps... Et ça tombe à point nommé. En effet, le président de la République, Emmanuel Macron a récemment annoncé, à l'occasion d'un de ses échanges-fleuve avec les élus, que la fin des pesticides qui était annoncée dans trois ans serait difficile à mettre en acte. L'un des arguments évoqués était le manque de moyens de substitution. « C'est vrai, ironise un des membres présents en bas de l'immeuble, personne n'était au courant de la dangerosité de ces produits. Et les études prouvant la nocivité de ces derniers et des composés adjoints sont trop récentes, sans doute ! Il y a pour le moins de la mauvaise foi. Je vous laisse imaginer le fond de ma pensée. »

Deux étages plus haut, à tour de rôle, les membres des collectifs prennent la parole, avec dans la voix une certaine émotion, moins due au fait de

lire cette lettre devant des élus, que de devoir le faire, une solennité qui renvoie à la gravité de la situation. Quelques chiffres parlent d'eux-mêmes.

Des espèces en voie de disparition : très inquiétant ! La Bretagne est une des régions françaises les plus touchées par les effets pervers de ces substances chimiques. Elles sont censées entrer dans le mode de production d'une partie de notre alimentation. En Bretagne a été dressée une liste rouge des espèces animales menacées de disparition : 69 espèces d'oiseaux nicheurs sur 160 (43%), 19 espèces de mammifères sur 41 (46%), 12 espèces d'amphibiens sur 15 (80%), 5 espèces de reptiles sur 8 (63%), 9 espèces de poissons sur 22 (41%), 24 espèces de papillons, 22 espèces inféodées aux zones humides sont menacées de disparition à court terme (56,4%).

« En Bretagne, le risque de disparition à court terme (listes

rouges) des espèces, est plus grave qu'au niveau national à hauteur de + 28,4%. Il n'est plus temps de tergiverser : il faut arrêter l'usage de tous les pesticides ! »

De nombreuses études le démontrent, mais elles n'ont évidemment pas toutes comme prescripteurs ces fabricants de produits mortels. Et les structures autonomes qui les dirigent ne dépensent pas leur argent en lobbying...

Quand les poissons deviennent poison... A force de laisser faire, les pesticides ont détruit un "s" de poisson ; et par mimétisme mortifère, mais comme les pesticides qu'ils ingèrent, sont en train de venir poisons. Car « les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, dans la rosée du matin, dans le nectar des fleurs et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid

des oiseaux, dans le lait des mères, dans les pommes et les cerises ».

Et plus grande tragédie encore, que celle de feindre ne pas savoir les effets dévastateurs des pesticides sur la santé, sur la nature ; le cynisme du capitalisme le plus débridé, qui faisant fi des connaissances scientifiques et médicales, nourrit les gourmandises des géants que ceux qu'ils génèrent de profits encore plus gigantesques que ceux qu'ils faisaient déjà, permet l'union du producteur de substances avérées mortelles et de laboratoires soignant les maladies créées en partie par son concubin. Alliance justesse et mortifère. Le yin et le yang d'un monde amoral, qui sans vergogne, gueuletonne tout en haut des tours en comptant les liasses, en regardant mourir à petit feu des milliers de personnes et se faner la nature environnante...

« La nature est défigurée ». Car oui, « l'exposition aux pesticides est sous-estimée par un système devenu fou, qui a choisi la fuite en avant. Quand un pesticide est interdit, dix autres prennent sa place. Il y en a des milliers », ont rappelé les membres des collectifs du Pays de Redon. En n'oubliant pas les mots simples et les constats évidents : « La nature est défigurée. Rendez-nous la beauté du monde ! Non, nous ne voulons plus. A aucun prix. Nous exigeons protection. Arrêtez de provoquer la mort par votre position. Nous exigeons de nos gouvernants l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en France. Assez de discours, des actes. »

Pour ce faire, les membres du collectif ont remis le couvert sur une des compétences des élus : la distribution d'eau



Au pied du 3 rue Charles-Sillard, une certaine de membres des collectifs " Nous voulons des coquelicots" ont manifesté leur engagement pour le retrait des pesticides. Une partie d'entre eux a lu une longue lettre émise demandant des actes et non plus des mots face une situation qui se dégrade constamment.

potable. Parmi ces compétences et pétrogatives, il en est une qui paraît particulièrement importante c'est celle de la distribution de l'eau potable. « L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pose le principe d'une compétence obligatoire des communes en matière de distribution d'eau potable. C'est pourquoi c'est à vous, maires et élus communaux, que nous nous adressons puisque c'est à vous qu'incombe la responsabilité de distribuer une eau de qualité à vos concitoyens. »

Qualité de l'eau potable : une responsabilité des élus. Or, « depuis quelque temps, les gens du Pays de Redon s'inquiètent de la qualité de l'eau distribuée par les différents syndicats d'alimentation en eau potable. Des molécules dangereuses, classées pour certaines comme perturbateurs endocriniens, se retrouvent dans l'eau distribuée à des doses dépassant régulièrement les limites permises ». Et d'ajouter avec fermeté que « notre exigence est double, d'abord des actes permettant immédiatement la distribution d'une eau ne dépassant pas les normes de potabilité. Les moyens existent. Ils ont un coût, nous en sommes conscients. Mais rien ne serait pire que de continuer la politique menée jusqu'à présent, qui consiste à mettre la poussière sous le tapis ».

« Tout le monde ne va pas à la même vitesse ! » Jean-François Mary a pris la parole pour rappeler, en préambule, « que Redon agglomération n'a pas toutes les cartes en main, et que des choses ont déjà été faites ». Rappelant ici l'accueil et la formation de producteurs biologiques sur la ferme de Théhil-

lac, par exemple. Il a aussi rappelé les « politiques zéro-phyto menées par nombre de communes de Redon agglomération », et le vœu en faveur de la disparition des pesticides prononcé à l'unanimité des élus redonnais récemment. Il a toutefois rappelé « que tout le monde ne va pas à la même vitesse ». Que faut-il entendre avec cette phrase ? Que la politique des petits pas peut faire avancer les choses ? Que le modèle agricole, même s'il bouge, ne peut se changer sur un claquement de doigts et à force de décisions politiques ? Il a conclu son intervention en rappelant que les modalités de validation des vœux seront étudiées, et que « le travail sur ce sujet de l'eau se fait au sein des organismes où les élus communaux sont présents en attendant la prise de compétence eau en 2020 ».

Un outil de production d'eau potable. Emilie Granville, élu redonnais, a ensuite « salué l'interpellation par le collectif de tous les élus ». Il a aussi salué « leur réunion tous les premiers vendredis de chaque mois ». Il a malgré tout, comme il l'avait fait précédemment, déclaré que « des choses se font en mairie, notamment le zéro-phyto ».

L'adjoint au maire de Redon a aussi souligné qu'on « a souvent tendance à oublier l'aspect naturel des choses pour ne parler que d'environnement alors que la nature est aussi là ! » Il a enfin réaffirmé que la Ville de Redon dispose d'un outil de production et de distribution d'eau potable, « et qu'une fois la compétence prise par Redon agglomération, il ne faudrait pas se passer de cette gestion locale ».

Yvonning Siné



Une dizaine de membres de collectifs du Pays de Redon ont lu une lettre et donner des chiffres illustrant la disparition de la biodiversité. Des chiffres qui font froid dans le dos !

Pesticides : « Nous sommes à une période charnière »

Les tags 21/06/19



A gauche, Fabrice Nicolino, président et fondateur de l'association Nous voulons des coquelicots. Puis Christian Baudu, l'un des membres du collectif des Coquelicots du Pays de Redon. A ses côtés, Joël Labbé, sénateur, à l'origine de la loi "zéro-phyto" et enfin, Etienne Dervieux, membre d'Eau et Rivières de Bretagne.

Vendredi 22, il y a d'abord eu une rencontre entre les comités des coquelicots du Pays de Redon, Fabrice Nicolino, le fondateur de l'association éponyme et journaliste, qui ont interrogé les hommes et les femmes politiques, parce que la « loi doit dire stop aux pesticides »... puis une réunion publique.

« Une minute de silence s'il vous plaît ! Pour toutes les personnes mortes depuis plus de 60 ans à cause de ces pesticides. » Le silence épouse tout. Vendredi soir, premier round d'une fin de journée très riche axée autour des pesticides et des moyens à mettre en œuvre pour les faire disparaître, à jamais comme eux se chargent de faire disparaître progressivement des pans entiers du vivant sur Terre depuis environ un siècle !

Au 3, rue Charles-Sillard, des tables et sur les chaises, des représentants de l'ensemble des collectifs. Nous voulons des coquelicots du Pays de Redon, à l'origine de cette rencontre. Pour échanger avec eux, pour apporter des réponses à leurs interrogations, des élus. Trois députés, deux estampillés La République En Marche, Yves Daniel et Gaël Le Bohec et un ex, Paul Molac. Une conseillère régionale, Anne Patraut, qui a quitté le Parti Socialiste pour rejoindre elle aussi La République En Marche. Un sénateur aussi : Joël Labbé, ancien maire de Saint-Nolf, sénateur depuis 2011, ayant lui aussi quitté un parti, celui d'Europe Ecologie Les Verts en 2016, pour n'en rejoindre aucun, comme il le disait vendredi soir, lors du débat public.

Des lois, c'est possible : "zéro



Les arguments de certains députés ont du mal à passer à certaines reprises avec les représentants des collectifs, comme à ce moment où Yves Daniel leur a dit qu'ils faisaient du lobbying auprès des élus. La pillule n'est pas passée !

phyto". Ce dernier est l'auteur d'une loi éponyme, qui depuis le 1^{er} janvier 2017, interdit l'utilisation de produits phytosanitaires sur les espaces publics des collectivités territoriales et pour les particuliers. Produits phytosanitaires ? Curieux et tourbe euphémisme inventé, par les vendeurs de pesticides eux-mêmes, pour transformer la réalité lexicale trop violente à leurs yeux sans doute. Les mots, c'est aussi une guerre. Mais la réalité reste la même, et les patronymes sur les tombes se multiplient : dure réalité !

Depuis le 1^{er} janvier de cette année, l'interdiction s'étend aux particuliers. Les jardiniers amateurs ne peuvent plus utiliser ni détenteur de produits phytosanitaires sauf ceux de biocontrôle, à faibles risques et autorisés en agriculture biologique.

« Nous mourrons à petit feu. » Urgence. Pourquoi ? Fabrice Nicolino, fondateur et président de l'association Nous voulons des coquelicots, présent pendant toute cette fin de journée, le clame haut et fort : « Nous sommes à un tournant historique : soit nous interdisions la production de ces pesticides, soit nous allons mourir à petit feu, ce qui est déjà en train de se passer pour une partie du vivant ! »

C'est aussi ce que réclament les membres des collectifs créés en France (environ 500 000 personnes) : « Ce qu'on veut, c'est l'arrêt des pesticides, car il y a une urgence sanitaire ! », déclare Christian Baudu, l'un d'entre eux.

C'est avec ce frontispice bien visible, et à maintes fois réaffirmé, au cours de la réunion puis à l'occasion de la soirée pu-

blique qui a suivi vendredi dernier au Ciné Manivel, sous ces fauches caudines, que le débat, respectueux mais ferme a eu lieu.

Logique de rupture pacifique et non violente. Fabrice Nicolino l'affirme en introduction : « Vous élus, vous êtes importants, comme le mouvement des coquelicots qui marque aussi une date. » « Je suis dans une logique de rupture pacifique et non violente. Mais, aujourd'hui, rien ne peut plus être comme avant. La situation s'aggrave : le vivant disparaît. »

Et ceci malgré les nombreuses démonstrations. « Les oiseaux nous quittent massivement ». C'est ce que Henri-Claude Couronné, ornithologue amateur et membre d'un collectif a démontré avec des chiffres effrayants pour la Bretagne « où le risque de disparition à court terme (listes rouges) des espèces est plus grave encore qu'en France à hauteur de 28,4% ! » Et ça ne concerne pas que les oiseaux : il y a des mammifères, des amphibiens, des poissons et les lombrics...

Et les abeilles. Patrick Neveux, apiculteur au Nord de Redon, l'affirme : « Comme deux de mes collègues, nous avons perdu 75% de nos ruches lors des deux derniers hivers. » Un autre chiffre ? « En 20 ans, les mortalités sont passées de 5 à 30% et les rendements par ruche, divisés par trois. »

« On peut parler d'apocalypse. » Pourquoi en effet ne pas poursuivre cette éradication à grande échelle de ces abeilles, grands insectes pollinisateurs, essentiels, comme tant d'autres pour la biodiversité. Que peut-on faire ? Fabrice Nicolino ne tourne pas autour de quatre chemins : « On peut parler d'apocalypse, oui. Ça fait fémir ! »

Mais la réalité est là : dans ces chiffres, dans ces logiques industrielles aussi, dans cette course effrénée de l'agro-industrie. Conjointement à ce constat, « on assiste aussi à une déregulation de la santé publique ! » Des chiffres encore : les cas de cancers sont passés de 160 000 en 1980 à 400 000 en 2018 ! « Des nouveaux cancers apparaissent, c'est une véritable épidémie : les pesticides jouent un rôle dans ces cancers. Et les scientifiques démontrent

que ces pesticides jouent un rôle aggravant dans l'obésité, le diabète ou encore les maladies d'Alzheimer, de Parkinson qui doivent être reconnues, et les associations se battent pour que les tribunaux les faire reconnaissent comme maladies professionnelles ».

L'espérance de vie brute diminue depuis six ans. Le bilan est donc clair : l'espérance de vie brute diminue, comme l'espérance de vie sans incapacité. « Elle baisse depuis six ans en France. » Vivre plus vieux et en bonne santé, c'est tout de même mieux, mais ce n'est pas le cas, « et les pesticides jouent un rôle dans cette dégradation des conditions de vie, dans la disparition du vivant, dans l'augmentation de la dégradation de la santé publique ». Et Fabrice Nicolino de surenchéter en ironisant sur cette incompréhension : « Pourquoi l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) peut-elle accorder les autorisations de mise sur le marché des produits et être en même temps garant de la protection des personnes ? » Juge et partie ? Etrange.

Et pour illustrer l'état dans lequel on se situe aujourd'hui, Fabrice Nicolino parle d'un directeur de l'Agence nationale qui il y a cinq ans lui disait « les yeux dans les yeux, qu'on en saura peut-être un peu plus sur les effets de ces pesticides dans une génération ! »

Faire preuve d'un grand courage. D'où la place des élus... « Je les invite à considérer que la façon dont on va se comporter aura un impact profond, et qu'il va falloir faire preuve d'un grand courage ». A l'image selon lui de l'appel de tous ces collectifs de Nous voulons des coquelicots, « un appel humain à d'autres humains pour stopper cette industrie qui est devenue criminelle. Qu'il est important d'être à la hauteur de l'Histoire et qu'il faudra oser ! »

L'intelligence collective, la construction en nombre, façon Nous voulons des coquelicots, par le bas, pourra aussi faire bouger les choses, car, et Fabrice Nicolino l'a rappelé haut et fort, « la majorité des Français sont contre les pesticides : ils sont majoritairement pour l'interdiction de sa production. »



Pour Anne Patraut, conseillère régionale de Bretagne, lois et usages doivent bouger en même temps

Les interventions de certains députés, comme Ici Yves Daniel (à droite) n'ont pas reçu un accueil des plus merveilleux de la part des membres des collectifs présents ce soir-là : « Trop de mots pas assez d'actes », livrait un d'entre eux à l'issue de la réunion.



« Le cancer n'est ni de Droite ni de Gauche », a conclu Gaby Lehot, membre de l'association des Parkinsoniens d'Ille-et-Vilaine.